



NOTE INFORMATIVE
COMITE CONTRE LA TORTURE
Considération du 3^e rapport de la Belgique
Présentation du rapport: 5.11.2013; Réponses: 6.11.2013
Précédente considération: novembre 2008 (41^e session du CAT)
51^e session du CAT

Résumé des thèmes qui concernent les enfants

Rapporteurs: Mme Belmir; M. Bruni

I- Thèmes concernant la justice juvénile et les droits de l'enfant en général

1. Thème n°1: justice juvénile

| Experts CAT | Questions / Remarques | Réponses de la Belgique |
|--------------------|---|---|
| Mme Belmir | Est-ce que le système de justice juvénile est conforme avec la CDE? | Le système légal est conforme avec la CDE. Deux nouvelles infrastructures pour enfants ont été ouvertes en 2010 à Tongeren et Saint-Hubert. L'Acte de Protection de la Jeunesse protège les enfants. L'âge minimum de responsabilité pénale est 18 ans. |
| Mme Belmir | Le Comité des Droits de l'Enfant a affirmé en 2010 que des enfants entre 16 et 18 ans avaient été traités comme des adultes en détention avec une politique sévère (par ex. ils étaient isolés car loin de leur famille). | Seulement exceptionnellement, les règles applicables aux adultes sont appliquées aux mineurs. Pour les mineurs qui commettent des crimes graves alors qu'ils ont atteint l'âge de 16 ans, la Cour pour les enfants peut considérer que les mesures de protection ne sont pas suffisantes and décider de favoriser des lois provenant de la loi criminelle pour les adultes. |
| Mme Belmir | Il a été rapporté que la Belgique utilise des enregistrements vidéo pendant les auditions de | <i>*non spécifié*</i> |



| | | |
|--|--|--|
| | mineurs ou de victimes de trafic. Est-ce que cette mesure est garantie ? | |
|--|--|--|

2. Thème n°2 : violence et châtiments corporels

| Experts CAT | Questions / Remarques | Réponses de la Belgique |
|-------------|--|---|
| Mme Belmir | Violence contre les enfants: la législation se réfère à d'autres instruments mais pas à la Convention contre la Torture. Il faut pourtant former les gens sur son contenu pour mieux la mettre en œuvre. | <p>Il n'y a pas de mention spécifique de la Convention dans notre législation parce que nous avons tendance à nous référer plus à la Convention Européenne des Droits de l'Homme.</p> <p>Afin de réviser notre code de conduite pour introduire une référence à la torture telle que celle de la Convention contre la Torture, une révision globale devrait être entreprise qui inclurait tous les intervenants et un énorme temps de réflexion devrait être accordé. Il a été décidé qu'il n'est pas opportun de faire cela maintenant.</p> <p>Cela dit, de nombreuses formations sur la torture sont données aux policiers.</p> |
| Mme Sveaass | Les châtiments corporels devraient être clairement interdits par la loi. | <p>Les châtiments corporels ne sont pas définis spécifiquement dans la loi criminelle, mais il y a des dispositions qui existent qui autorisent les autorités à retirer un enfant de son domicile si il fait face à des menaces de violence.</p> <p>Un manuel va sortir pour les professionnels, afin qu'ils reconnaissent mieux les signes de mauvais traitement sur les enfants, et tout le future personnel médical suit une formation pour reconnaître les</p> |



| | | |
|----------|--|---|
| | | <p>signes de mauvais traitement et torture.</p> <p>Un plan d'action national sera approuvé en février prochain et il y aura plus de formations pour sensibiliser les personnes travaillant directement avec les enfants.</p> <p>Nous avons renforcé les lignes téléphoniques pour les enfants, gratuites avec des conseils de professionnels.</p> |
| M. Bruni | <p>Un message de prévention doit être transmis que les châtiments corporels ne sont pas autorisés à la maison.</p> | <p>Violence domestique: un nouvel Acte vise la violence de couple mais couvre aussi la violence contre les enfants.</p> <p>Un plan d'action a été créé en 2010 pour suivre le mauvais traitement inter et extra familial afin de mieux assister les victimes.</p> <p>Beaucoup de services sont disponibles pour les familles, offrant une assistance pour les victimes de châtiments corporels.</p> |

3. Thème n°3: trafic d'enfants et abus

| Experts CAT | Questions / Remarques | Réponses de la Belgique |
|--------------------|---|---|
| M. Bruni | <p>Principe du non-refoulement.</p> | <p>Il existe de plus grandes garanties dans le cas où il est supposé qu'un mineur ne pourra pas être accueilli correctement dans son pays d'origine. Dans ce cas-là, le mineur n'est pas renvoyé dans son pays.</p> |
| Mme Belmir | <p>Est-ce que vous prévoyez d'autres peines que l'amende en cas de trafic d'enfants ?</p> | <p>La peine d'emprisonnement existe également.</p> |



II- Autres points importants ayant été réalisés par l'Etat considéré par le CAT:

- La Belgique a ratifié la Convention du Conseil de l'Europe sur la Protection des Enfants contre l'Exploitation Sexuelle et l'Abus Sexuel en 2013.
- Surpopulation carcérale: afin de réduire le nombre de prisonniers, il y a des alternatives à l'emprisonnement, comme la surveillance électronique. Un plan existe pour construire de nouveaux centres de détention et régler le problème des détenus qui sont mentalement malades (ils ne sont pas criminellement responsables).
- Population Roms: ils sont traités comme des citoyens de l'UE (comme des roumains). Ils sont déportés seulement en cas d'infractions.
- Roma people: they are treated as citizens of the EU (like Romanians). They are only deported if they committed infractions.

III- Observations finales:

VERSION AVANCÉE NON ÉDITÉE

1. Le Comité contre la torture a examiné le troisième rapport périodique de la Belgique (CAT/C/BEL/3), à ses 1182 et 1185 séances, le 5 et 6 novembre 2013 (CAT/C/SR. 1182 et 1185), et a adopté à sa séance 1201, le 18 novembre 2013 (CAT/C/SR1201), les observations finales ci-après.

A. Introduction

2. Le Comité accueille avec satisfaction le troisième rapport périodique de l'Etat partie préparé conformément à la nouvelle procédure facultative de liste de points à traiter, établie par le Comité.

3. Le Comité se félicite de la qualité du dialogue qu'il a eu avec la délégation de haut niveau de l'État partie, ainsi que des réponses fournies oralement aux questions et préoccupations soulevées lors de l'examen du rapport.

B. Aspects positifs

4. Le Comité salue avec satisfaction que l'État partie, depuis



l'examen de son de son deuxième rapport périodique, a adhéré aux instruments internationaux ci-après, ou les ratifiés:

a) La Convention du Conseil de l'Europe sur la protection des enfants contre l'exploitation et les abus sexuels, le 8 mars 2013;

b) La Convention internationale pour la protection de toutes des personnes contre les disparitions forcées, le 2 juin 2011;

c) La Convention relative aux droits des personnes handicapées et son Protocole facultatif, le 2 juillet 2009; et

d) La Convention du Conseil de l'Europe sur la lutte contre la traite des êtres humains, le 27 avril 2009.

5. Le Comité se félicite des efforts faits par l'État partie pour réviser sa législation dans les domaines touchant la Convention, et notamment ::

a) La loi du 13 août 2011 modifiant le Code d'instruction criminelle et la loi relative à la détention préventive visant à conférer des droits à toute personne auditionnée et à toute personne privée de liberté (Loi «Salduz»); et

b) Loi du 12 septembre 2011 modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur les étrangers relative à l'octroi d'une autorisation de séjour temporaire pour les mineurs étrangers non accompagnés.

6. Le Comité salue également les initiatives prises par l'État partie pour modifier ses politiques, ses programmes et ses procédures administratives de façon à donner effet à la Convention, notamment:

a) Le Plan d'action 2012-2014 sur la lutte contre la traite et le trafic des êtres humains;

b) Le Plan d'action nationale de lutte contre la violence entre partenaires et d'autres formes de violence intrafamiliales 2010-2014; et

c) Le Masterplan 2010-2012-2016 visant à réduire la surpopulation carcérale existante.

7. Le Comité prend note avec satisfaction des informations fournies par la délégation sur la collaboration avec les Chambres africaines extraordinaires au sein des tribunaux sénégalais instaurées pour mener le jugement de M. Hissène Habré.

C. Principaux sujets de préoccupation et recommandations



Définition de Torture

8. Tout en prenant note des explications données par l'État partie dans son rapport et lors du dialogue, le Comité relève que l'article 417bis du Code Pénal visant à définir la torture ne contient toujours pas tous les éléments de la définition de torture énoncées à l'article premier de la Convention, tels que les actes de torture commis par des tiers à l'instigation ou avec le consentement exprès ou tacite d'un agent de la fonction publique; les actes de torture motivés par une forme de discrimination quelle qu'elle soit (art. 1).

Le Comité rappelle sa recommandation antérieure de novembre 2008 (CAT/C/BEL/CO/2 par. 14) et prie l'État partie de modifier, à titre prioritaire, l'article 417bis du Code pénal, afin que la définition légale de la torture reprenne tous les éléments de l'article 1 de la Convention. Eu égard à son Observation générale n°2 (2007) sur l'application de l'article 2 par les États parties, le Comité estime qu'en définissant une infraction de torture qui soit conforme à celle de la Convention, les États parties serviront directement l'objectif général de la Convention qui consiste à prévenir la torture.

Institution nationale des droits de l'homme

9. Le Comité salue les engagements de l'État partie pour créer une institution nationale de droits de l'homme (INDH) et la création d'un groupe de travail à cet effet. Cependant, le Comité regrette l'absence d'une INDH avec accréditation « A » par le Comité International des Institutions nationales pour la promotion et protection des droits de l'homme (CIC). Il note que les progrès pour la création d'une telle institution restent encore limités et que des consultations avec les acteurs de la société civile n'ont pas encore été entreprises (art.2).

Le Comité invite instamment l'État partie à accélérer la mise en place d'une INDH qui soit conforme aux Principes concernant le statut et le fonctionnement des institutions nationales pour la protection et la promotion des droits de l'homme (Principes de Paris), en la dotant d'un mandat de protection et promotion des droits de l'homme le plus large possible et en assurant l'autonomie, l'indépendance et le pluralisme de cette institution. Le Comité encourage l'État partie à associer activement les acteurs de la société civile à ce processus.

Ratification du Protocole Facultatif se rapportant à la Convention

10. Tout en prenant note des explications fournies par l'État partie lors du dialogue, le Comité regrette que le dossier de ratification du Protocole Facultatif se rapportant à la Convention



n'ait pas progressé ces dernières années. D'autant plus, le Comité continue d'être préoccupé par l'absence de contrôle et inspection systématique, efficace et indépendante de tous les lieux de détention (art. 2).

Le Comité invite l'État partie à prendre les mesures nécessaires pour procéder à la ratification du Protocole facultatif se rapportant à la Convention en vue de mettre en place un système de visites périodiques, sans préavis, effectuées par des observateurs nationaux et internationaux dans le but de prévenir la torture et les autres peines ou traitements inhumains ou dégradants.

Garanties juridiques fondamentales

11. Tout en saluant l'adoption de la Loi «Salduz», laquelle comporte des avancées en matière de droits des personnes dès la garde à vue, le Comité reste préoccupé du fait que le droit d'accès à un avocat ne devient effectif qu'au moment du premier interrogatoire par les services de police et pas dès le début de la privation de liberté; que la concertation confidentielle avec l'avocat est limitée à 30 minutes, ce qui est d'autant plus contraignant pour la personne en internement et que dans la pratique des limitations à ce droit existent, tel que le prompt accès des avocats aux dossiers. Le Comité note également que le droit d'être examiné par un médecin indépendant et de prévenir des proches ou d'autres personnes de son choix, sont limités, et que la communication des droits se fait par une déclaration écrite, sans aucune explication, ce qui limite la compréhension de certaines personnes privées de liberté (arts. 2 et 11).

Le Comité recommande à l'Etat partie d'adopter des mesures efficaces pour garantir que toute personne placée en détention dispose, dans la pratique et dès le début de la privation de liberté, de toutes les garanties juridiques fondamentales; à savoir le droit d'être informée sur les motifs de la détention dans une langue appropriée, d'avoir promptement accès à un avocat et de s'entretenir avec lui dès le début de la détention, de prévenir des proches ou d'autres personnes de son choix, et d'être rapidement soumise à un examen médical indépendant par un médecin de son choix.

Registre des détentions

12. Le Comité note avec préoccupation qu'un registre généralisé des détentions, tel que prévu dans l'article 33bis de la loi sur la fonction de police n'a pas encore été mis en place. Le Comité regrette également que selon les informations fournies par l'Etat partie dans son rapport chaque circonscription de



police a développé un registre des privations de libertés propre, lequel parfois ne comporte pas d'informations suffisantes permettant de s'assurer le respect des droits des personnes détenues (arts. 2 et 11).

Le Comité rappelle sa recommandation antérieure (CAT/C/BEL/CO/2 par. 20) et prie instamment l'Etat partie de prendre les mesures adéquates pour mettre en place un registre des détentions officiel, centralisé, uniformisé et informatisé dans lequel l'arrestation immédiate est rigoureusement consignée avec au minimum les renseignements suivants : i) l'heure de l'arrestation et de la détention; ii) le motif de la détention ; iii) le nom du ou des policiers ayants procédé à la détention ; iv) le lieu où la personne est détenue et les éventuels transferts ultérieures; v) le nom des responsable de la garde ; et vi) si la personne détenue a des marques de blessures au moment de la détention. L'Etat partie devrait procéder à une vérification systématique, par des contrôles et inspections, du respect de cette obligation conforme aux dispositions de l'Ensemble de principes pour la protection de toutes les personnes soumises à une forme quelconque de détention ou d'emprisonnement (résolution 43/173 de l'Assemblée générale en date du 9 décembre 1988).

Usage de la force par les forces de l'ordre et ouverture immédiate d'enquêtes approfondies et impartiales

13. Le Comité note avec préoccupation les informations indiquant que les agents de la force de l'ordre font dans certains cas un emploi excessif et injustifié de la force lors des interpellations ou des arrestations. Le Comité déplore les informations selon lesquelles le 6 janvier 2010, M. Jonathan Jacob est décédé dans une cellule du commissariat de Mortsel, suite à la violence physique exercée par des agents de police et que trois ans après cet événement, l'enquête n'a pas encore en abouti et les responsables n'ont pas été traduits en justice et donc restent impunis. Le Comité note avec préoccupation les informations selon lesquelles les sanctions judiciaires prises à l'encontre des policiers jugés pour des mauvais traitements sont souvent symboliques et pas appropriées à la gravité des actes. Malgré les efforts déployés par l'État partie pour renforcer l'indépendance du Comité permanent de contrôle des services de police (Comité P) et de son Service d'enquêtes, le Comité reste préoccupé par le fait que certains enquêteurs sont des anciens policiers, ce qui compromettrait leur impartialité lorsqu'il s'agit de procéder à des investigations objectives et efficaces au sujet d'allégations d'actes de torture et de mauvais traitements



commis par les membres de la police (arts. 2, 12, 13, et 16).

L'État partie devrait:

a) Ouvrir sans délai des enquêtes approfondies, diligentes et impartiales sur tous les cas d'allégation de brutalités, de mauvais traitements et d'usage excessif de la force de la part d'agents de la force de l'ordre et poursuivre et sanctionner les fonctionnaires jugés coupables de ces infractions en leur imposant des peines appropriées;

b) Fournir des informations détaillées sur l'enquête concernant le cas de M. Jonathan Jacob;

c) Instituer un mécanisme totalement indépendant pour enquêter sur les éventuelles allégations de torture et de mauvais traitements et créer un registre spécifique pour consigner les allégations de torture et de peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants;

d) Veiller à ce que les agents de la force de l'ordre reçoivent une formation axée sur l'interdiction absolue de la torture et agissent en conformité avec les Principes de base des Nations Unies sur le recours à la force et l'utilisation des armes à feu par les responsables de l'application des lois; et

e) Prendre les mesures pertinentes pour renforcer d'avantage les mécanismes de contrôle et de supervision au sein de la police, particulièrement du Comité P et de son Service d'enquêtes, qui devraient être composées d'experts indépendants recrutés à l'extérieur de la police.

Mécanismes de plainte dans les prisons et les centres fermés

14. Le Comité note avec préoccupation que les dispositions de la Loi de principes concernant l'administration pénitentiaire ainsi que le statut juridique des détenus du 12 janvier 2005 (ci-après Loi de principes) instaurant un droit de plainte auprès d'une instance indépendante ne sont pas encore entrées en vigueur. Par ailleurs, le Comité note les explications données par l'État partie sur le fonctionnement de la Commission des plaintes dans les centres fermés, mais il reste préoccupé par le fait que les étrangers ont souvent des difficultés à porter plainte et par l'absence d'une décision sur le fond lorsque le plaignant est expulsé (arts. 12, 13 et 16).

Le Comité invite l'État partie à prendre des mesures qui mettent en œuvre les dispositions de la Loi de principes, visant à instaurer un mécanisme de plainte indépendant et efficace, spécifiquement dédié à la surveillance et au traitement des plaintes dans les centres de détention. L'État partie devrait



prendre les mesures nécessaires pour faire en sorte que toutes les allégations de comportement répréhensible de la part du personnel des lieux de détention et de rétention fassent l'objet au plus vite d'un examen et d'une enquête approfondie et impartiale.

Conditions de détention

15. Le Comité salue les mesures prises par l'Etat partie pour améliorer la situation de la surpopulation carcérale, telles que l'adoption du Masterplan qui prévoit des travaux de rénovation et d'extension des prisons existantes, ainsi que de nouveaux établissements pénitenciers. Cependant, le Comité est préoccupé par le fait que dans certains centres de détention le taux de surpopulation est supérieur à 50%, ayant comme conséquence des actes de violence entre détenus et de l'usage fréquent de la force par le personnel de surveillance dans les prisons. Le Comité est également préoccupé par les mauvaises conditions d'hygiène, l'accès insuffisant aux soins de santé, l'insuffisance de personnel médical dans plusieurs lieux de détention, la non-séparation des détenus, entre prévenus et condamnés, ainsi que les adultes et les mineurs; et regrette que les mauvaises conditions de travail aient amené le personnel pénitentiaire à faire des grèves qui ont eu un impact négatif sur les conditions de détentions (arts. 11, 12, 13 et 16).

Le Comité recommande à l'Etat partie:

a) D'accroître ses efforts pour réduire la surpopulation dans les établissements pénitentiaires et autres centres de détention, en particulier en appliquant des mesures de substitution à la privation de liberté, conformément aux Règles minima des Nations Unies pour l'élaboration de mesures non privatives de liberté (Règles de Tokyo) et des Règles des Nations Unies concernant le traitement des détenues et l'imposition de mesures non privatives de liberté aux délinquants (Règles de Bangkok);

b) De continuer à améliorer les infrastructures des établissements pénitentiaires et de garantir que les conditions de détention évitent toute formation de violence entre les détenus;

c) De séparer les détenus et garantir la séparation entre les prévenus et les condamnés, ainsi qu'entre les mineurs et les adultes; et

d) De prendre les mesures nécessaires pour améliorer les conditions de travail du personnel pénitentiaire et pour assurer un service dans le secteur pénitentiaire permettant de garantir le respect des droits fondamentaux des détenus, même en cas de



grèves.

Fouilles à corps complètes

16. Le Comité est préoccupé des modifications introduites à la Loi de principes par la Loi du 1 Juillet 2013, laquelle permet des fouilles à corps complètes de manière routinière lorsque le détenu a eu un contact avec le monde extérieur. Bien que la Cour Constitutionnelle se soit prononcée sur la suspension de l'application de telles dispositions, le Comité reste préoccupé par le fait que celles-ci n'ont pas été encore annulées et pourraient être appliquées de nouveau (art. 11).

Le Comité exhorte l'Etat partie à annuler les dispositions de la Loi du 1 juillet 2013 qui permettent la réalisation des fouilles à corps systématiques. L'Etat partie devrait veiller à ce que les fouilles à corps soient effectuées seulement dans des cas exceptionnels et par les moyens les moins intrusifs et dans le plein respect de la dignité de la personne. L'Etat partie devrait veiller à adopter des directives précises et strictes pour limiter les fouilles à corps.

Interdiction absolue de la torture dans la formation des agents publics

17. Le Comité prend note des renseignements communiqués par l'Etat partie dans son rapport et lors du dialogue au sujet des formations, séminaires et cours organisés sur les droits de l'homme à l'intention des juges, des magistrats du parquet, des policiers, des agents pénitentiaires et des militaires. Cependant, le Comité s'inquiète de l'absence d'une référence directe à la Convention, ainsi qu'à l'interdiction de la torture dans les formations dispensées au personnel de la police nationale, de même que dans les autres formations données aux fonctionnaires et aux agents appartenant aux administrations et aux services publics. Rappelant ses précédentes observations finales (par.15), le Comité regrette également que le Code de déontologie des services de police n'intègre toujours pas de manière explicite la prohibition de torture et que les sanctions auxquelles s'exposeraient les agents de police en cas de manquement à leurs obligations ne sont pas mentionnées (arts. 2, 10 et 16).

L'Etat partie devrait continuer à élaborer des programmes de formation, et renforcer ceux qui existent déjà, de sorte que l'ensemble des fonctionnaires, notamment les juges, les membres des forces de l'ordre, les militaires et le personnel pénitentiaire, connaissent bien les dispositions de la Convention; en particulier, qu'ils prennent pleinement conscience de l'interdiction absolue



de la torture. Par ailleurs, toutes les personnes concernées, y compris les professionnels de la santé en contact avec les détenus et les demandeurs d'asile devraient recevoir une formation spécifique pour apprendre à détecter les signes de torture et de mauvais traitements. Cette formation devrait, notamment, comprendre une initiation à l'emploi du Manuel pour enquêter efficacement sur la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants (Protocole d'Istanbul). L'État partie devrait en outre élaborer des mécanismes d'évaluation afin de déterminer l'efficacité et l'incidence de ces programmes de formation et d'enseignement. Le Comité invite également l'Etat partie à prendre les mesures nécessaires pour intégrer la prohibition explicite de torture dans le Code de déontologie des services de police et à veiller à ce que les agents de police opèrent en connaissances de l'interdiction absolue de la torture.

Accord de l'Etat partie avec le Comité International de la Croix Rouge (CICR)

18. Le Comité prend note que l'Etat partie a conclu en avril 2010 un accord de principe avec le CICR pour rendre visite aux personnes détenues dans le cadre du terrorisme et pour évaluer leurs conditions de détention ou d'internement. Il regrette, cependant, que cet accord ne soit pas encore opérationnel (arts 2,11 et 16).

Le Comité encourage l'Etat partie à rendre opérationnel l'accord avec le CICR le plus vite possible afin que cette organisation internationale et humanitaire soit en mesure d'évaluer avec des méthodes objectives les conditions de détention des personnes détenues dans le cadre du terrorisme.

Soins de santé mentale pour les détenus

19. Le Comité réitère sa préoccupation sur les conditions de détention des internés souffrant des problèmes graves de santé mentale dans le système carcéral de l'Etat partie. Le Comité regrette que les services de santé mentale disponibles dans les prisons soient toujours insuffisants à cause du manque de personnel qualifié et d'infrastructures adaptées (arts.11 et 16).

Le Comité rappelle sa recommandation antérieure (CAT/C/BEL/CO/2 par. 23) et invite l'Etat partie à prendre toutes les mesures nécessaires pour que les détenus souffrant de problèmes de santé mentale reçoivent des soins adaptés, en augmentant la capacité des services d'hospitalisation en psychiatrie et en donnant toutes les facilités d'accès à des



services de santé mentale dans toutes les prisons.

Opérations d'éloignement

20. Tout en prenant note des informations fournies par l'Etat partie sur le contrôle des renvois forcés réalisé par l'Inspection générale de la police fédérale et de la police locale (AIG), le Comité reste préoccupé par l'éventuelle insuffisance de ressources humaines et financières pour la réalisation de son mandat, ainsi que par des informations selon lesquelles les membres du personnel travaillant sur ces actions sont des policiers détachés de leur fonction. Par ailleurs, le Comité est préoccupé par les informations indiquant l'utilisation excessive de moyens de contention lors des expulsions forcées, ce qui contraste avec le nombre limité de plaintes reçues par l'AIG. Le Comité regrette également que les ONG continuent à avoir un accès limité aux opérations d'éloignement et que des mécanismes de surveillance tels que des enregistrements vidéo n'ont pas encore été mis en place (art. 3)

Le Comité prie l'Etat partie de prendre les mesures nécessaires pour renforcer l'indépendance, l'impartialité et l'efficacité de l'AIG, notamment en dotant cet organe des moyens appropriés pour lui permettre d'exercer un contrôle efficace des retours et en lui donnant les moyens nécessaires pour recevoir et examiner des plaintes. Le Comité réitère sa recommandation antérieure (CAT/C/BEL/CO/2 par. 6) et prie l'Etat partie de prendre des mesures visant à renforcer les contrôles, telle que l'usage des enregistrements vidéo et le contrôle de la part des ONG. Le Comité recommande l'Etat partie de prendre les mesures concrètes pour limiter l'utilisation des moyens de contention lors des opérations d'éloignement.

Détention administrative des requérants d'asile

21. Le Comité salue les efforts déployés par l'Etat partie en matière d'asile et de réfugiés, tels que l'utilisation des mesures alternatives à la détention pour les familles requérantes d'asile avec des enfants. Cependant, le Comité reste préoccupé par les informations selon lesquelles des demandeurs d'asile dans le cadre de l'application du Règlement de Dublin, sont détenus systématiquement pendant la totalité de la durée de la procédure d'asile et que selon les informations fournies par l'Etat partie lors du dialogue, la privation de liberté dans ces cas pourrait aller jusqu'à neuf mois (arts.11 et 16).

Le Comité demande instamment à l'Etat partie de veiller à ce que l'on ne recourt à la détention des demandeurs d'asile qu'en dernier ressort et, lorsqu'elle est nécessaire, pour une période



aussi courte que possible et sans restrictions excessives, et de mettre en place et d'appliquer des mesures de substitution à la détention des requérants d'asile.

Non-refoulement et risque de torture

22. Le Comité est préoccupé par le fait que les procédures et les pratiques actuelles dans l'Etat partie en matière d'extradition et de refoulement permettent l'extradition d'une personne sous risque de torture sous condition d'obtention d'assurances diplomatiques (art. 3).

Le Comité rappelle sa position selon laquelle les États parties ne peuvent en aucun cas recourir aux assurances diplomatiques comme remplacement du principe de « non-refoulement » qui seul peut garantir une protection adéquate contre le risque de torture ou de mauvais traitements lorsqu'il y a des motifs sérieux de croire qu'une personne risque d'être soumise à la torture. Pour déterminer si les obligations qui lui incombent en vertu de l'article 3 de la Convention s'appliquent, l'État partie devrait examiner minutieusement, sur le fond, chaque cas particulier, y compris la situation générale en matière de torture dans le pays de retour.

Mesures de réparation et d'indemnisation des victimes de torture ou de mauvais traitements

23. Le Comité est préoccupé par l'absence d'information sur le nombre de requêtes d'indemnisation introduites par des victimes d'actes de torture ou de mauvais traitements, ainsi que sur les indemnisations octroyées aux victimes. Le Comité regrette également l'absence d'information sur les mesures prises par l'Etat partie pour assurer une réhabilitation des victimes de torture ou mauvais traitements (art. 14).

Renvoyant à son Observation générale n°3 (2012) sur l'article 14 de la Convention, le Comité recommande à l'Etat partie de faire en sorte que toutes les victimes d'actes de torture ou de mauvais traitement puissent exercer pleinement leur droit d'obtenir réparation et de bénéficier des moyens nécessaires à leur réhabilitation complète.

Utilisation d'aveux obtenus par la torture

24. Tout en prenant note de l'adoption de la loi du 24 octobre 2013 modifiant le Code de procédure pénale concernant la nullité d'un élément de preuve obtenue irrégulièrement, le Comité reste préoccupé par le fait que ladite loi ne contient aucune disposition explicite sur l'irrecevabilité des preuves obtenues par la torture (art. 15).

Le Comité invite instamment l'État partie à modifier sa



législation afin que toute déclaration obtenue par la torture ou des mauvais traitements ne soient pas utilisée ni invoquée comme un élément de preuve dans une procédure, sauf comme élément de preuve contre la personne accusée d'actes de torture.

Administration de la justice aux mineurs

25. Le Comité continue d'être préoccupé par le fait que la loi permette que des enfants âgés de 16 à 18 ans qui sont en conflits avec la loi soient jugés par des tribunaux pour adultes et, en cas de condamnation ceux-ci soient détenus dans des prisons pour adultes. Le Comité est également préoccupé par la lenteur de certaines procédures judiciaires. (art.11).

Le Comité rappelle sa recommandation (CAT/C/BEL/CO/2 par. 17) et demande à l'Etat partie de mettre en place un système de justice pour mineur que soit entièrement conforme aux dispositions de la Convention relative aux droits de l'enfant et de veiller à ce que les personnes de moins de 18 ans ne soient pas jugées comme des adultes. Le Comité recommande l'État partie de prendre les mesures nécessaires afin d'accélérer les procédures judiciaires.

Utilisation d'armes à impulsion

26. Malgré les explications de l'État partie sur le cadre légal actuel relatif à l'usage de la force par les services de police, ainsi que des règles et des conditions entourant l'utilisation du «Taser» par les forces de police, le Comité reste préoccupé par le fait que l'emploi de ce type d'armes ne fait pas l'objet d'une supervision exhaustive (arts. 2, 11 et 16).

L'État partie devrait veiller à ce que les armes à impulsion électrique soient utilisées uniquement dans des situations extrêmes et limités lorsqu'il y a une menace réelle et immédiate à la vie ou un risque de blessures graves, comme un substitut à des armes létales, et par un personnel dûment qualifié. Le Comité est de l'avis que l'utilisation des armes à impulsions électriques devrait être soumis à des principes de nécessité et de proportionnalité et devrait être inadmissible dans l'équipement du personnel de surveillance dans les prisons ou tout autre lieu de privation de liberté. Le Comité recommande à L'État partie de contrôler et superviser strictement leur utilisation et de renforcer ses efforts au respect des règles et conditions qui entourent leur utilisation par les agents des forces de l'ordre.

Châtiments corporels

27. Tout en prenant note des campagnes de sensibilisation organisées pour la prévention de la violence envers les enfants, le



Comité note avec préoccupation que l'Etat partie n'a pas encore adopté une législation spécifique interdisant expressément les châtiments corporels en toute circonstance, particulièrement dans la famille et dans les dispositifs de protection non institutionnels (arts. 2 et 16).

Le Comité recommande à l'Etat partie d'interdire expressément les châtiments corporels infligés aux enfants dans tous les cadres, et en priorité dans le cadre familial et dans les milieux non institutionnels de prise en charge des enfants.

Autres questions

28. Le Comité invite l'État partie à ratifier les instruments des Nations Unies relatifs aux droits de l'homme auxquels il n'est pas encore partie, notamment la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille et le Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels.

29. L'État partie est invité à diffuser largement le rapport soumis au Comité ainsi que les présentes observations finales, dans les langues pertinentes, par l'intermédiaire des sites Web officiels, des médias et des organisations non gouvernementales.

30. Le Comité demande à l'État partie de lui faire parvenir, au plus tard le 22 novembre 2014, des renseignements sur la suite donnée aux recommandations suivantes: a) la mise en place de garanties juridiques pour les personnes détenues ou le renforcement des garanties existantes; b) la conduite rapide d'enquêtes impartiales et effectives; c) les poursuites engagées contre les suspects et les sanctions prises contre les auteurs de mauvais traitements ; d) l'établissement d'un registre centralisé des personnes privées de liberté et d'un mécanisme de plaintes dans les prisons et centres fermés, recommandations qui figurent aux paragraphes 11, 12, 13 et 14 des présentes observations finales.

31. Le Comité invite l'État partie à présenter au plus tard le 22 novembre 2017 son prochain rapport périodique, qui sera le quatrième. À cette fin, il lui soumettra en temps voulu une liste préalable de points à traiter, l'État partie ayant accepté d'établir son rapport conformément à la procédure facultative pour l'établissement des rapports.